

Résumé

L'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques s'inscrivent dans le champ d'actions du Think Tank Burkina International. L'évaluation des 100 jours de la gouvernance post-Transition entre dans cette veine et répond à un double objectif : donner un aperçu de la gouvernance post-Transition et analyser celle-ci.

Au plan méthodologique, une veille médiatique a été réalisée. Ce qui a conduit d'une part à l'analyse des réactions d'internautes sur les fora, d'autre part à la reconstitution de l'agenda des plus hautes personnalités de l'Etat. Deux sondages d'opinions ont été effectués : l'un auprès d'observateurs de la scène politique, et l'autre, auprès des citoyens ordinaires.

Le sondage auprès des observateurs a été réalisé selon une procédure à choix raisonné et la collecte des données s'est faite par emailing du 13 au 20 avril 2016. 24 observateurs se sont prononcés. Les estimations par variables ont été réalisées suite à un ré-échantillonnage. Quant au sondage auprès des citoyens ordinaires, l'enquête s'est faite face-à-face selon la méthode des quotas marginaux avec sélection aléatoire de la personne à interroger dans le ménage par l'usage de la grille de Kish. L'âge, le sexe et le niveau d'instruction ont constitué les variables de contrôles. Au total, 1200 personnes ayant tout au moins 18 ans et vivantes dans les treize(13) chefs-lieux de régions ont été touchées du 09 au 11 avril 2016.

Les questions soumises à l'appréciation des sondés sont en général des échelles de mesures de type Osgood qui a consisté à demander aux répondants de se situer sur une échelle allant de 0 à 10 afin d'exprimer leurs niveaux de satisfaction/insatisfaction. C'est une échelle de mesure qui permet à l'enquêté de nuancer ses réponses.

De l'agenda des trois principales figures de l'Etat

Sur la base des informations rendues publiques, le président du Faso, le Premier ministre et le Président de l'Assemblée nationale ont accordé 103 audiences, soit 51 audiences pour Roch Marc Christian KABORE, 20 audiences pour Paul Kaba THIEBA et 30 audiences pour Salifou DIALLO. Ce qui donne en moyenne, un ratio d'une audience par jour. Les représentations diplomatiques et les institutions financières ont le plus bénéficié d'audiences, respectivement 41 et 12 audiences. La paix et la sécurité ainsi que les questions d'ordre social ont dominé ces échanges.

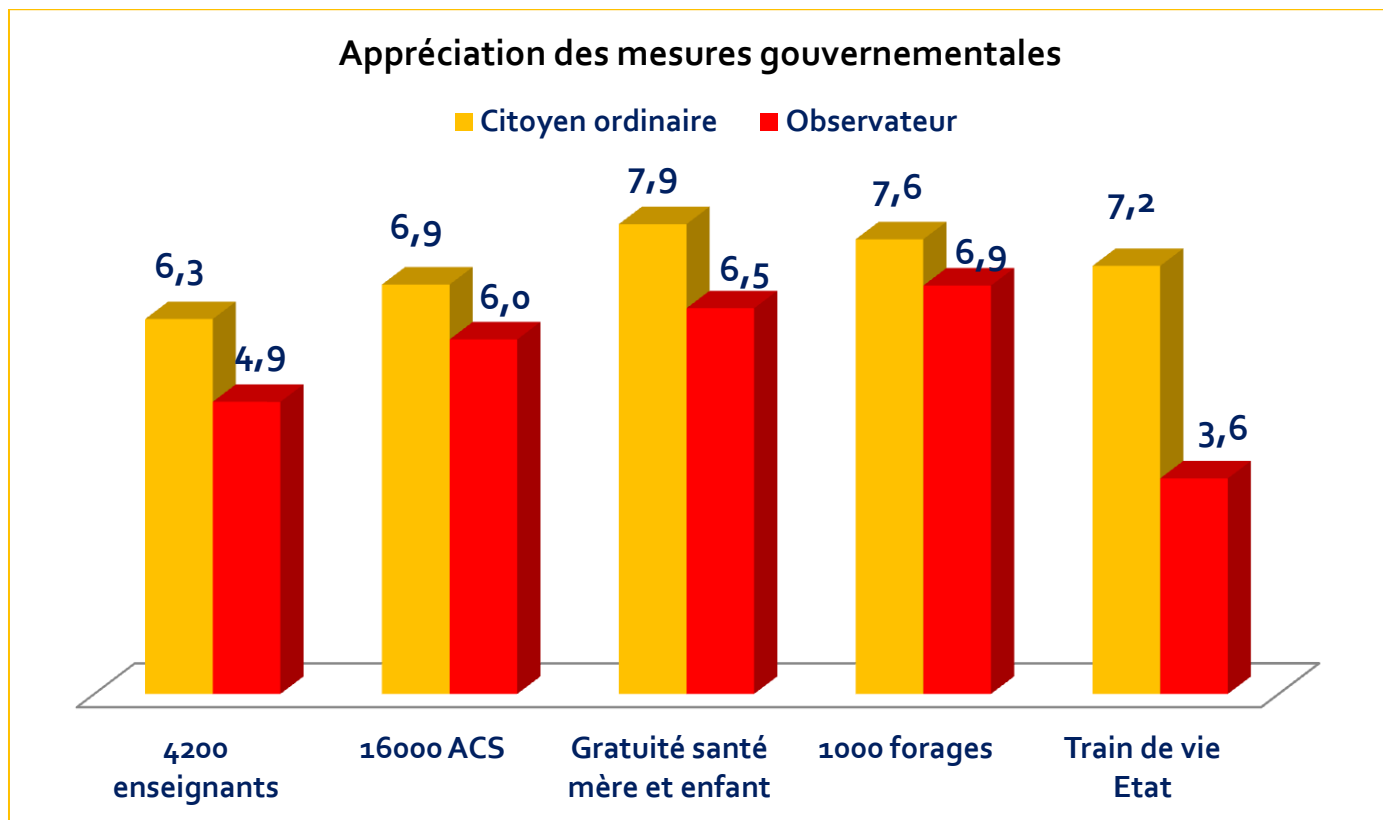
De l'appréciation citoyenne des 100 jours de gouvernance post-Transition

L'appréciation citoyenne des 100 jours de la gouvernance post-Transition est une évaluation de la façon dont les nouvelles autorités ont fait face aux questions d'actualités

ainsi que l'accueil que le commun des burkinabè a eu des mesures gouvernementales prises au cours du conseil des ministres. Les commentaires d'internautes suite au conseil de ministres ont été scrutés.

Les commentaires des internautes suite aux conseils des ministres se structurent essentiellement autour des différentes promotions professionnelles. Le mot « nomination » est revenu de manière récurrente, traduisant ainsi une curiosité autour des Hommes qui sont promus.

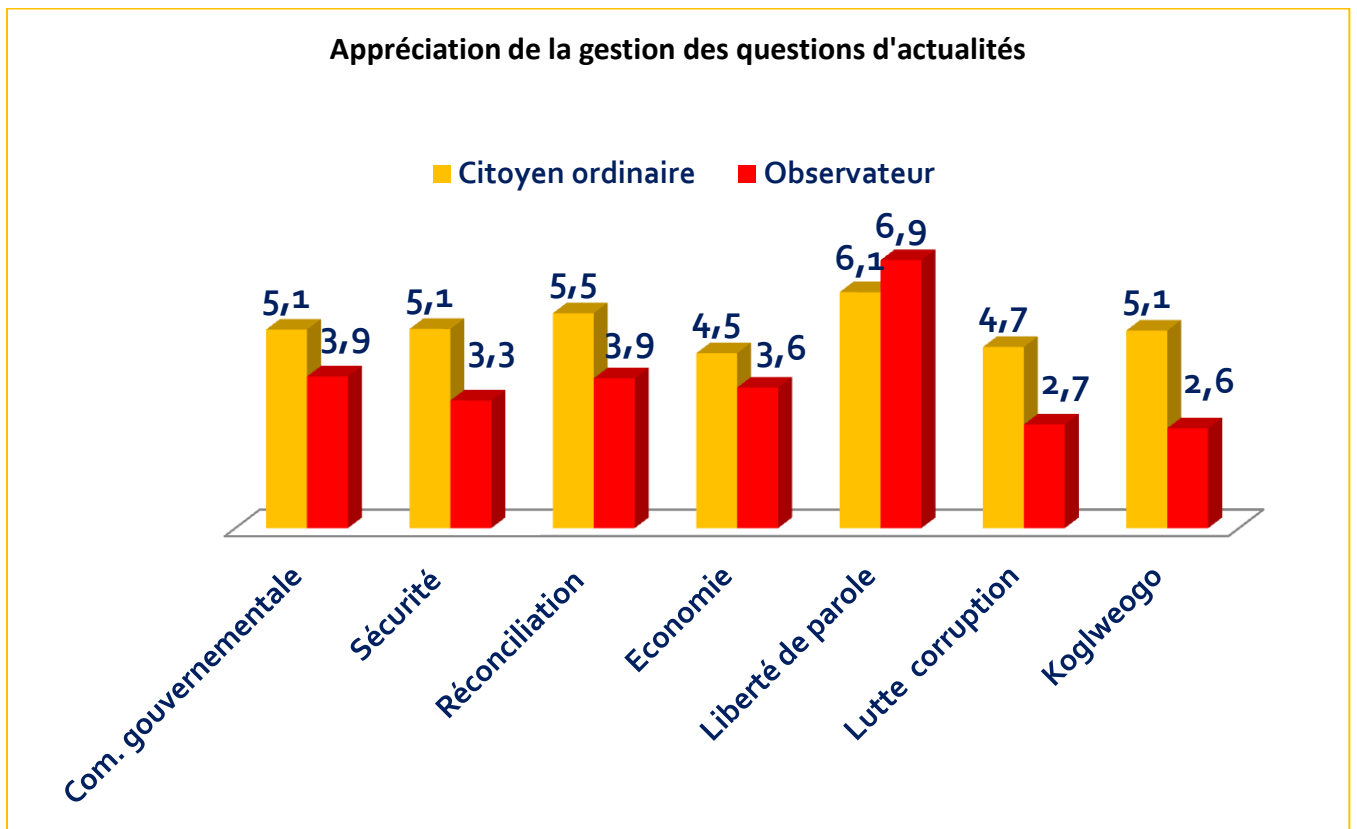
Les mesures relatives à la santé (gratuité des soins de santé de la mère et de l'enfant, recrutement des agents communautaires de santé) et à l'accès à l'eau (construction de forages) ont été bien accueillies tant chez les observateurs et les citoyens ordinaires. En revanche, si la réduction du train de vie de l'Etat et le recrutement des enseignants du post-primaire sont bien appréciées chez les citoyens ordinaires, ce n'est pas le cas au niveau des observateurs qui, à la limite, blâment ces mesures.



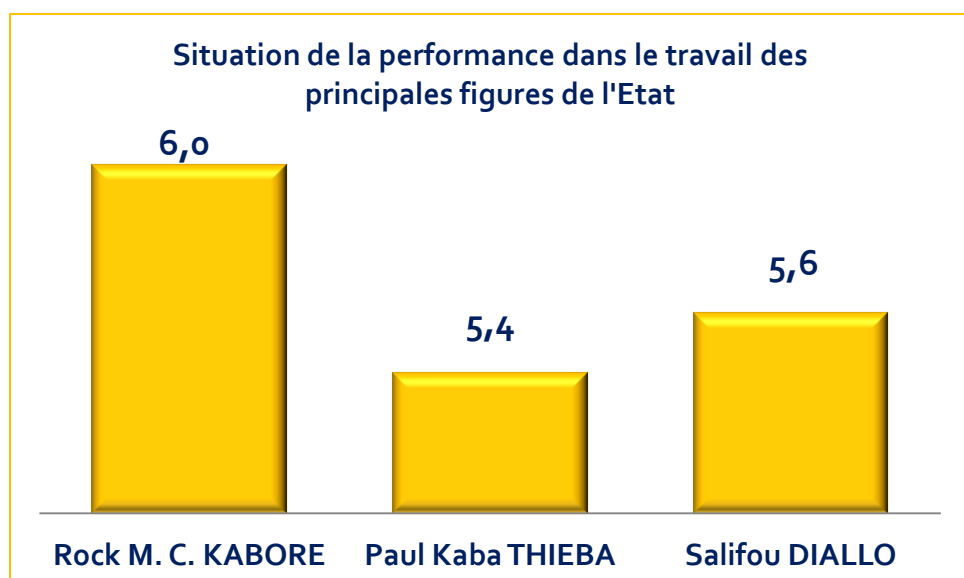
Les libertés provisoires accordées aux dignitaires de l'ancien régime et aux interpellés du putsch sont négativement perçues auprès des citoyens ordinaires. Ces mesures sont respectivement créditées d'un score de 3,8/10 et 4,8/10. Quant à l'annulation de la nomination de Yacouba Isaac ZIDA comme ambassadeur aux Etats, le niveau de satisfaction se situe à 5,8/10.

L'appréciation de la façon dont les autorités ont géré les questions d'actualités dégage des constantes. Il s'agit de la satisfaction en ce qui concerne la liberté d'expression et

l'insatisfaction à propos de la relance de l'économie et de la lutte contre la corruption. Sur ces sujets, les observateurs et les citoyens ordinaires ont sensiblement les mêmes degrés de satisfaction.

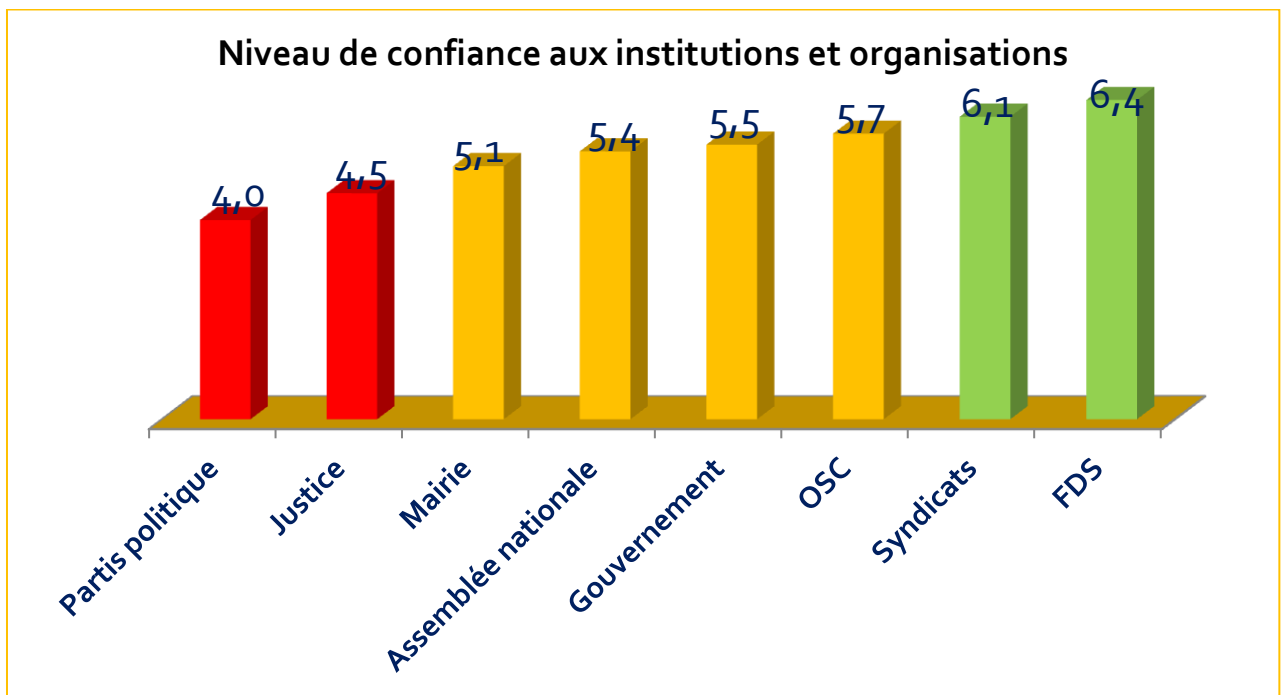


En ce qui concerne l'appréciation de la performance des trois principales personnalités de l'Etat, il ressort qu'ils sont plutôt performants dans leurs travaux : Rock Marc Christian KABORE obtient la note de 6/10, Paul Kaba THIEBA est à 5,4/10 et Salifou DIALLO obtient une moyenne de 5,6/10.



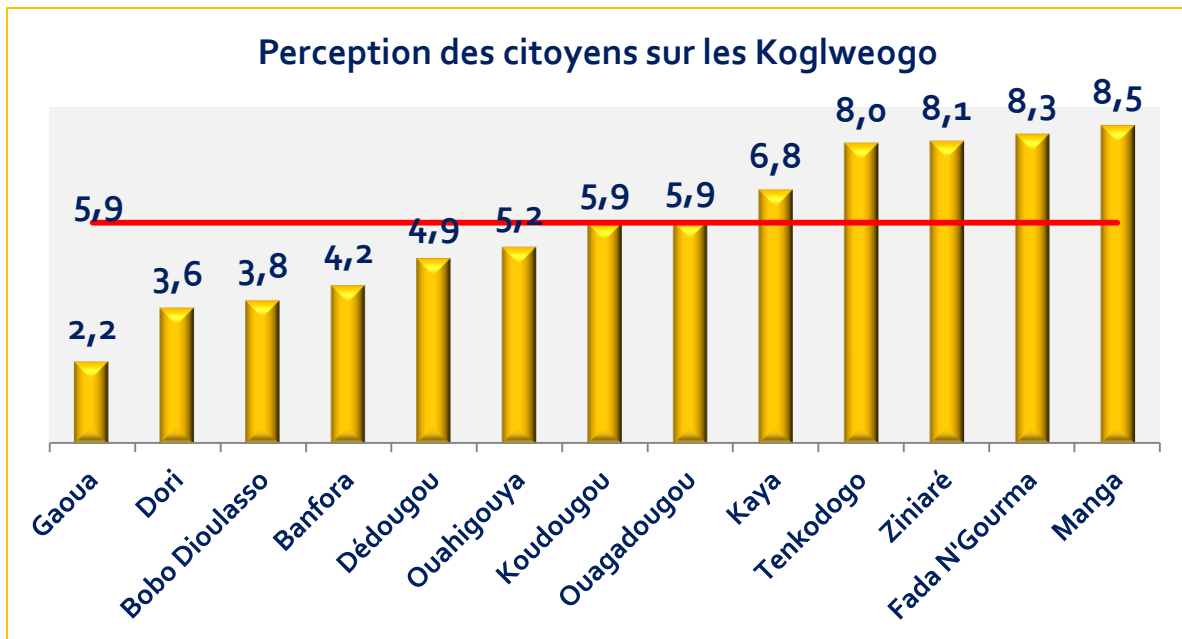
De la confiance aux institutions et organisations

Les burkinabè sont-ils en odeur de sainteté avec les institutions de la république ou les organisations de la société civile ou politiques ? La réponse à cette interrogation indique que les citoyens ont plutôt confiance aux forces de défense et de sécurité (6,4/10), aux syndicats (6,1/10), aux organisations de la société civile (5,7/10). En revanche, l'institution judiciaire (4,5/10) et surtout les partis politiques (4/10) n'inspirent pas confiance. L'analyse selon les types de pouvoirs montre que le capital de confiance à l'exécutif est supérieur à celui du législatif qui lui-même est supérieur à celui du pouvoir judiciaire.



Dans un tout autre registre de confiance, il y a la perception que les burkinabè ont de la présence des forces armées étrangères et des groupes d'autodéfense « Koglweogo ».

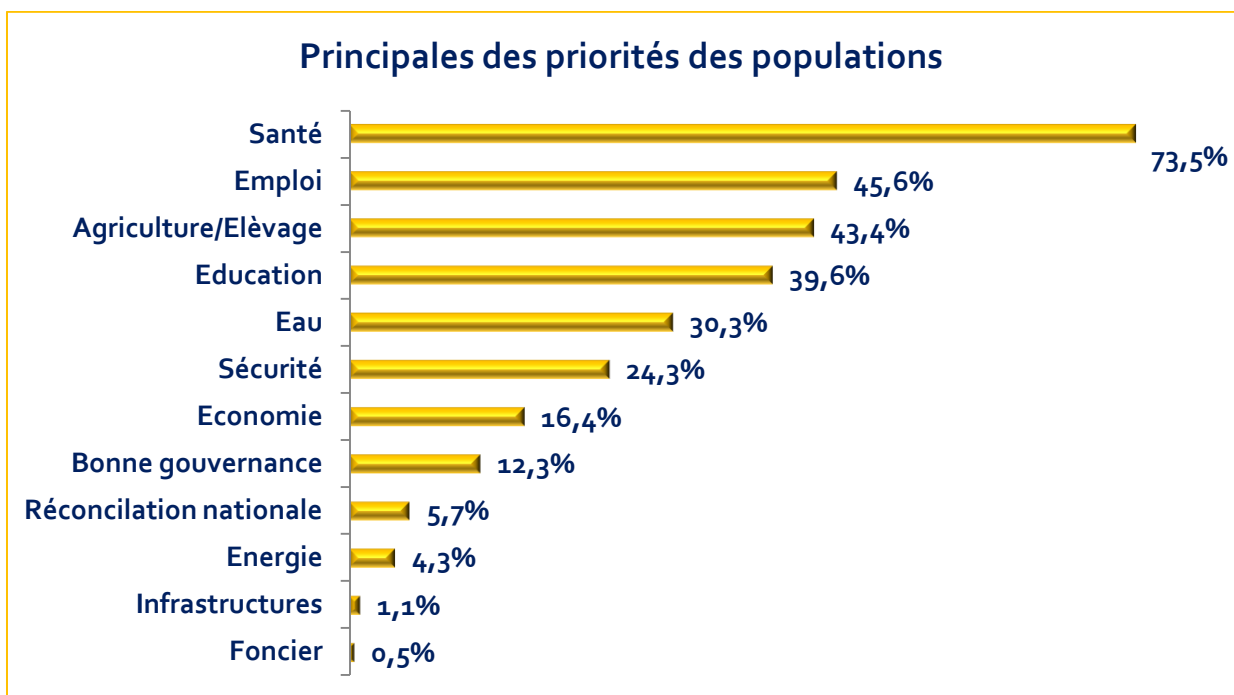
La perception des citoyens sur les groupes d'autodéfense « Koglweogo » est située à un niveau moyen de 5,9/10. Cette appréciation globale cache des spécificités par ville. Alors que ces groupes sont plébiscités à Manga (8,5/10), à Fada N'gourma (8,3/10), à Ziniaré (8,1/10) et à Tenkodogo (8/10), ils sont décriés à Gaoua (2,2/10), Dori (3,6/10), Bobo Dioulasso (3,8/10), à Banfora (4,2/10) et à Dédougou (4,9/10).



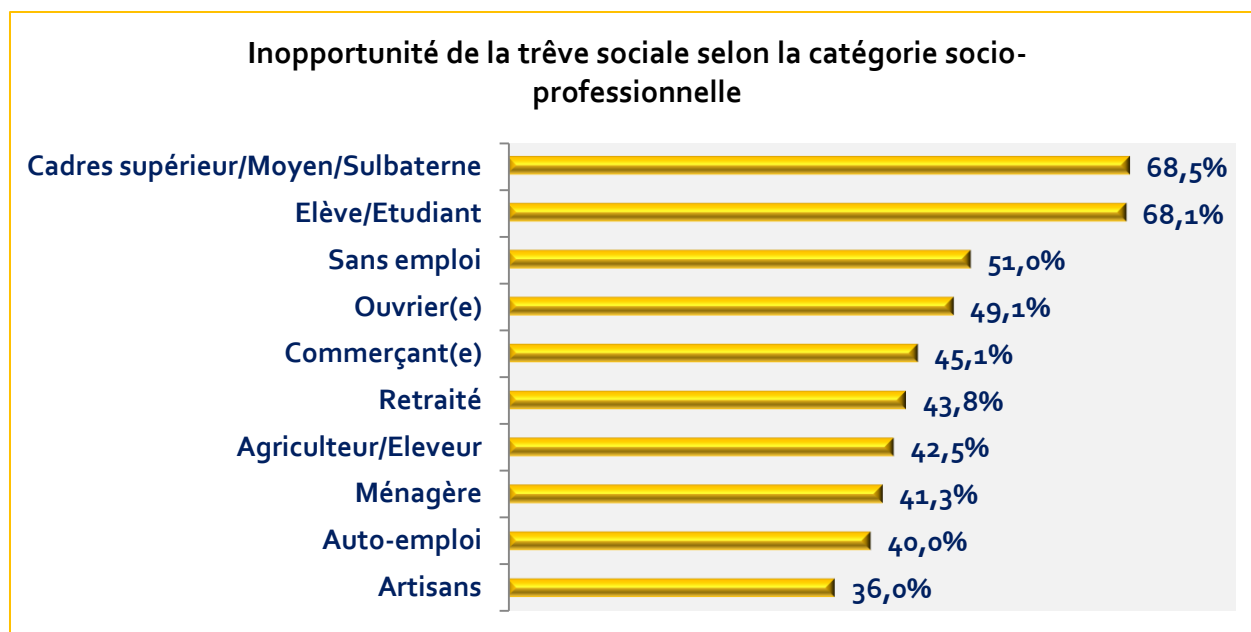
La présence des forces armées étrangères est mal perçue que ce soit l'armée française (4,4/10), l'armée américaine (4,9/10) et l'éventualité de l'arrivée du Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale de la France (4/10).

Des principales priorités des populations

Le quintet des priorités des populations est d'ordre social et s'articule autour de la santé (73,5%), de l'emploi (43,6%), de l'agriculture-élevage (43,4%), de l'éducation (39,6%) et de l'eau (30,3%). On peut noter que la réconciliation nationale n'intéresse que 5,7% de personnes interrogés.



Pour la satisfaction de ces priorités, la trêve sociale est jugée inopportune. Pour 51,3%, il n'est pas nécessaire à l'étape actuelle du Burkina Faso de suspendre les manifestations et grèves. L'analyse selon la catégorie socioprofessionnelle révèle que les travailleurs du public et les élèves-étudiants sont les plus enclins à cette forme de participation politique. En revanche, ceux qui sont de profession libérale sont favorables à la trêve sociale.



Somme toute, après 100 jours de gouvernance post-Transition, les citoyens ordinaires estiment que le Burkina Faso est plus ou moins dans la bonne direction (5,2/10). Ils sont plutôt optimistes quant à l'avenir (6,7/10). S'ils apprécient les mesures gouvernementales liées à la santé et à l'accès à l'eau, ils apprécieraient que le gouvernement se penche davantage sur les mesures sociales (Santé, emploi, éducation, eau). La lutte contre l'impunité reste également une préoccupation et passe devant la réconciliation. La balle est dans le camp des gouvernants.

© *Burkina International*, avril 2016

www.burkina-international.org

internationalburkina@gmail.com

+226 25 36 62 50